



**GROUPE DE TRAVAIL RECOUVREMENT DES ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTION
05 MAI 2025**

UPAP/CAT/CFA/RAC/01/2025 - doc n°04

Projet de réaménagement de l'exercice financier de l'Union

1. Objet <ul style="list-style-type: none">Projet de réaménagement de l'exercice financier de l'Union	Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">Décision n° No 02/UPAP/CP/X/2021Décision n° 03/UPAP/PCP/2025
2. Décisions attendues <ul style="list-style-type: none">Prendre note du rapport de situation sur la proposition de changement d'exercice financier de l'Union sur la base des réponses reçues des États membres ;Prendre note des conclusions de la réunion du Bureau de la Conférence des plénipotentiaires sur ladite proposition.	<ul style="list-style-type: none">Règlement d'exécution de la Convention et l'article 24 du Règlement financier de l'Union,Règlement financier de l'UPAP, article 4 relatif à l'exercice financierNormes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) 3 : méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

1.0 Introduction

1.1 Depuis sa création, l'Union connaît une baisse de ses revenus et du nombre d'États membres s'acquittant de leurs contributions financières annuelles obligatoires. Cette tendance constitue un défi persistant pour le financement des programmes, activités et opérations quotidiennes approuvés de l'Union. Le paiement tardif ou le non-paiement des contributions obligatoires constitue désormais un obstacle majeur à la viabilité de l'Union et des efforts sont en cours pour mettre en œuvre des mesures susceptibles de motiver et d'encourager les États membres à s'acquitter de leurs obligations financières envers l'Union.

1.2 Lors de la 40e session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP tenue à Kinshasa en RDC, la question des arriérés de contributions non réglés du fait de décalages des exercices financiers des États membres a été abordée. Les échanges ont permis au Conseil

d'administration de conclure qu'il y a un décalage entre les exercices financiers des États membres et celui de l'Union. Le Règlement d'exécution de la Convention de l'UPAP précise en son article 24 que l'exercice financier de l'Union court du 1er juin d'une année n au 31 mai de l'année n+1. Cette disposition est également reprise dans l'article 4 du Règlement financier.

2.0 Questionnaire sur le réaménagement de l'exercice financier de l'Union

2.1. Le Secrétariat général a élaboré et diffusé un questionnaire aux États membres en décembre 2022, suivi de plusieurs relances, afin de recueillir des éléments de réponses qui permettraient à l'Union de procéder à un réaménagement pertinent du calendrier de l'exercice budgétaire de l'Union.

2.2. À ce jour, seuls 23 États membres sur 45 ont répondu audit questionnaire, à savoir : ***Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée équatoriale, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigéria, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe***. La majorité des États répondants sont favorables au maintien de l'exercice financier actuel. L'analyse détaillée des réponses est présentée en **annexe 1**.

2.3 L'analyse des réponses reçues indique également que les États membres préfèrent recevoir à l'avance les factures relatives aux contributions statutaires.

Cependant, les réponses ne peuvent pas être considérées comme véritablement représentatives étant donné qu'environ la moitié des États membres de l'Union ont participé à l'enquête.

3.0 Recommandations du Bureau de la Conférence des plénipotentiaires

3.1 Le Bureau de la Conférence des plénipotentiaires, lors d'une réunion de consultation tenue le 19 mars 2025, a délibéré sur les implications de la mise en œuvre de la **décision n° 02/UPAP/CP/X/2021** adoptée lors de la 10^e session ordinaire de la Conférence tenue à Victoria Falls au Zimbabwe en 2021. Par cette décision, la Conférence des plénipotentiaires a décidé d'aligner le programme d'activités quadriennal de l'UPAP sur celui de l'Union postale universelle (UPU). Cette décision stipule par ailleurs que la 11^e session ordinaire de la

Conférence des plénipotentiaires se tiendra après le 28^e Congrès ordinaire de l'UPU, prévu en septembre 2025, et ce dans un délai ne dépassant pas six (6) mois. Cette décision entraîne la mise en place d'une période de transition allant de juin 2025 à mars 2026.

3.2 Lors de sa réunion en ligne du 19 mars 2025, le Bureau de la Conférence des plénipotentiaires, conformément à la décision d'application n° 02/UPAP/CP/X/2021, a pris certaines décisions pour assurer la continuité du fonctionnement de l'Union. En conséquence et par la décision n° 03/UPAP/PCP/2025 sur l'approbation, dans des circonstances exceptionnelles, du plafond budgétaire de l'Union panafricaine des postes (UPAP) pour l'exercice 2025/2026, il a été décidé de recommander le passage de l'exercice financier actuel de l'Union exercice financier en cours du 1^{er} juin de (année N) au 31 mai de (année N+1), d'une part, à un nouveau cycle qui couvrira la période du 1^{er} avril de (année N) au 31 mars de (année N+1), d'autre part ; et ce à compter de l'exercice financier 2026/2027.

Prévue pour examen lors de la 11^e session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires, cette recommandation remplace le processus antérieur de modification de l'exercice financier de l'Union, qui avait été géré par la diffusion de questionnaires.

4.0 Recommandations

Le présent rapport est soumis au Groupe de travail sur le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires, en invitant ce dernier à :

- i) Prendre note du rapport de situation sur la proposition de changement d'exercice financier de l'Union sur la base des réponses reçues des États membres ;
- ii) Exhorter les 23 États membres restants à soumettre leurs réponses malgré la mise en place d'un nouvel exercice financier, étant donné que deux autres questions nécessitent des réponses des États membres, à savoir la circulation des factures un, deux, trois ou quatre mois à l'avance avant le début de l'exercice financier et la fourniture de l'adresse complète de l'agence appropriée responsable du paiement de la contribution annuelle obligatoire des États membres à l'UPAP ;
- iii) Prendre note des conclusions de la 2^e réunion du Bureau de la Conférence des plénipotentiaires qui a définitivement tranché sur ce dossier.

Analyse détaillée des réponses au questionnaire sur l'exercice financier de l'Union

N° d'ordre	État membre	Maintien du statu quo	Passage à l'année civile	Passage à toute autre période de 12 mois	Facturation anticipée	Favorable au maintien du statu quo
1	Algérie	Oui			3 mois	Oui
2	Angola	Oui	Oui	Non	1 mois	Oui
3	Bénin					
4	Botswana	Non	Non	Oui	4 mois	Oui
5	Burkina Faso	Non	Oui	Oui	2 mois	Non
6	Burundi					
7	Cameroun	Non	Oui	Non	4 mois	Non
8	République centrafricaine	Non	Oui	Non	3 mois	Oui
9	Tchad					
10	Comores					
11	République du Congo					
12	Côte d'Ivoire	Non	Oui	Non	3 mois	Oui
13	République démocratique du Congo	Oui	Non	Non	4 mois	Oui
14	Égypte	Oui	Non	Non	3 mois	Oui
15	Guinée équatoriale	Non	Oui	Non	3 mois	Oui
16	Érythrée					
17	Eswatini	Non	Oui	Non	1 mois	Oui
18	Éthiopie					
19	Gabon					
20	Gambie					
21	Ghana					
22	Guinée					
23	Kenya	Oui	Non	Non	3 mois	Oui
24	Lesotho	Oui	Non	Non	2 mois	Oui
25	Liberia					
26	Libye					
27	Madagascar					
28	Malawi	Oui	Non	Non	4 mois	Oui
29	Mali	Non	Oui		1 mois	Oui
30	Maroc	Oui	Non	Non	4 mois	Oui
31	Mozambique	Oui	Non	Non	3 mois	Oui

32	Namibie	Oui	Non	Non	3 mois	Oui
33	Niger					
34	Nigeria	Oui	Non	Non	3 mois	Oui
35	Sénégal					
36	Sierra Leone					
37	Somalie					
38	Afrique du Sud					
39	Soudan					
40	Tanzanie	Oui	Non	Non	3 mois	Oui
41	Togo					
42	Tunisie					
43	Ouganda	Oui	Non	Non	4 mois	Oui
44	Zambie	Oui	Non	Non		Oui
45	Zimbabwe	Non	Oui	Non	2 mois	Non